



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

30/07/2026

CUBA: Des changements économiques comportant de graves risques ont été adoptés

Les dirigeants cubains ont mis en œuvre des réformes économiques et sociales très importantes à la suite d'une réunion extraordinaire du Comité central du Parti Communiste de Cuba, l'Assemblée nationale a approuvé ces mesures concernant tous les secteurs de l'économie. Dans le journal «Rizospastis», organe du Comité central du KKE, a été récemment publié un article évoquant ces changements économiques. Nous partageons cette analyse et la publions:

Les dirigeants cubains ont mis en œuvre des réformes économiques et sociales très importantes (au total, 176 dispositions regroupées en 23 axes). À la suite d'une réunion extraordinaire du Comité central du Parti Communiste de Cuba, l'Assemblée nationale a approuvé ces mesures qui concernent tous les secteurs de l'économie et sont présentées comme une réponse à la situation très difficile causée par le blocus barbare imposé par les États-Unis depuis plus de soixante ans, et surtout le blocus énergétique mis en place depuis janvier de cette année, qui étouffe le peuple cubain.

Les mesures adoptées s'inscrivent dans la continuité des orientations et mesures précédentes adoptées après le 6e Congrès du Parti Communiste de Cuba (2011). L'élément central, c'est la promotion des investissements étrangers de capitaux privés dans tous les secteurs de l'économie ainsi que l'adoption de mécanismes de marché pour la répartition des ressources. Parmi les mesures les plus marquantes, on peut citer le fait que les entreprises d'État deviennent plus autonomes et peuvent, tout comme les entreprises privées, devenir des sociétés par actions, et que tous les acteurs, qu'il s'agisse de particuliers ou d'investisseurs étrangers, peuvent détenir des actions dans autant d'entreprises qu'ils le souhaitent.

Les employeurs privés peuvent employer plus de 100 personnes et avoir accès au commerce extérieur; en d'autres termes, le monopole de l'État sur le commerce extérieur est supprimé. De plus, le système actuel des barèmes salariaux dans les entreprises d'État est supprimé; un salaire minimum tenant compte du taux d'inflation est instauré, et à terme, les niveaux de salaire seront fixés par négociation entre les salariés, le syndicat et l'entreprise, en fonction de la capacité financière de cette dernière.

Les dispositions prévoient des changements dans les rapports de propriété et reconnaissent des distinctions entre propriété et gestion, tout en précisant que «la propriété sociale des principaux moyens de production demeure»

Dans ce contexte, une plus grande autonomie est accordée aux autorités des provinces et des communes pour développer ladite économie locale et les services d'intérêt général en stimulant, comme souligné, les investissements étrangers directs.

Un élément important est la modification de la gestion et de l'utilisation des terres pour tous les acteurs économiques. Le droit réel d'usufruit sur les terres sera cédé à des organismes publics, privés ou mixtes, ainsi qu'à des personnes physiques, pour une durée indéterminée et une superficie correspondant au projet présenté, pour toutes les exploitations agricoles, forestières ou de production de tabac, ainsi que pour les projets de développement de l'écotourisme et de l'agrotourisme. Les coopératives agricoles pourront exercer directement des activités de commerce extérieur pour exporter leurs produits et importer des intrants agricoles ainsi que des technologies.

La création d'établissements financiers privés, de banques et de bureaux de change est également autorisée; ceux-ci fonctionneront sous la supervision de l'Autorité des marchés financiers et seront soumis aux mêmes règles que les banques d'État.

Le secteur du tourisme s'ouvre aussi davantage aux particuliers avec une exploitation immobilière, tout comme le marché dit de l'assurance. Tout ça s'accompagne aussi de changements dans les mécanismes de contrôle, d'une

réduction du nombre de ministères et de services publics, ainsi que d'ajustements du cadre institutionnel et juridique, où les modifications correspondantes seront apportées.

De plus, la participation de capitaux privés et étrangers à l'importation et à la commercialisation des carburants, y compris au niveau du réseau de vente au détail, sera autorisée.

Le Premier ministre du pays et membre du Bureau politique du Comité central du Parti Communiste de Cuba, Manuel Marrero, a affirmé que tous ces changements n'impliquaient pas que l'État renonce à sa responsabilité sociale, mais qu'ils «intègrent la reconnaissance des mécanismes du marché comme moyens d'une répartition efficace des ressources» et a ajouté que «ces mesures ne constituent pas une déviation par rapport au projet socialiste, mais s'inscrivent plutôt dans la logique de son développement».

Cependant, le renforcement accru des relations commerciales et du marché, ainsi que le recul de la propriété sociale des moyens de production, de la planification scientifique centralisée et du contrôle ouvrier, qui sont des lois fondamentales de la société socialiste, comme l'a tragiquement démontré l'expérience historique du renversement du socialisme en URSS et dans les autres pays socialistes, l'avancée de la domination des rapports capitalistes en Chine, ont des conséquences extrêmement négatives pour les peuples.

L'examen critique des changements mis en œuvre à Cuba et le débat en cours à ce sujet vont de pair avec l'obligation pour les communistes de se tenir aux côtés du peuple cubain, d'exprimer leur solidarité sans réserve avec lui, d'exiger la fin du blocus barbare et de longue date imposé par l'impérialisme états-unien, et de soutenir la Révolution cubaine.